

## PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

## Prise de conscience chez les Algériens

**Une manifestation grandiose à Batna contre la réalisation d'une cimenterie, marche citoyenne à Mascara pour protester contre l'exploration du gaz de schiste. Y a-t-il une prise de conscience chez les Algériens à tout ce qui touche aux questions environnementales ? Tout porte à le croire. Comme quoi, la prise de conscience aux questions environnementales n'est pas seulement l'apanage des sociétés dites civilisées où les citoyens ne tolèrent pas les atteintes à l'environnement par les multinationales plus particulièrement.**

**Younès Djama - Alger (Le Soir)** - A la moindre velléité visant à nuire à l'écosystème, c'est la levée de boucliers. En France, pour ne prendre que cet exemple, l'intérêt pour l'environnement est prépondérant, la défense de la cause environnementale peut être fatale.

En 2014, le corps d'un manifestant de 21 ans a été retrouvé sans vie sur le site du barrage-réservoir de Sivens. L'étudiant toulousain, écolo convaincu venu s'opposer au projet, est décédé dans des circonstances encore non élucidées, dans un «contexte d'affrontements» avec les forces de l'ordre. En 2004, un militant anti-nucléaire

de 22 ans décédait en Lorraine alors qu'il protestait contre un convoi ferroviaire de déchets nucléaires. En Algérie, cette prise de conscience est relativement récente. Au début de l'année 2015, la région d'In Salah fut le théâtre de manifestations vigoureuses de la part des habitants qui tenaient à faire entendre leur voix en s'opposant à un projet d'exploitation du gaz de schiste.

Des milliers de manifestants ont occupé pendant plusieurs semaines la place joutant le siège de la daïra. Les pouvoirs publics ont dû faire des concessions concernant ce projet. Aujourd'hui, le projet d'exploitation est mis sous



Manifestations à In Salah contre le projet d'exploitation du gaz de schiste.

le coude. Un pari gagné pour ces militants écologistes qui ont pu faire reculer le gouvernement sur une entreprise à laquelle il tenait tant comme une alternative aux hydrocarbures conventionnels devenus rares et moins chers. Avant-hier, des citoyens de la com-

mune d'Aïn Farès, dans la wilaya de Mascara, sont descendus dans la rue pour réclamer l'abandon immédiat de l'exploration du gaz de schiste dans la région.

Alertés par les secousses telluriques enregistrées durant ces derniers jours, les habitants ont pointé

les opérations d'exploration de gaz de schiste, menées depuis plusieurs mois dans les régions limitrophes.

Selon des comptes-rendus de la presse, depuis le 4 juillet dernier, quelque trois secousses telluriques ont été enregistrées à travers la wilaya de Mascara. La première, de magnitude 3,4 sur l'échelle de Richter, a été localisée au sud-est de la localité de Sidi Kadda et la seconde de magnitude 3,2 a été enregistrée jeudi dernier et localisée à 12 km au nord-est de Mascara.

A Batna, les habitants d'Oued Taga ont repris le chemin de la contestation contre l'implantation d'une cimenterie dans cette région agricole. Quelque 15 000 personnes ont marché vendredi en présence des représentants de plus d'une dizaine d'associations, pour réclamer l'annulation de l'implantation de cette usine.

Ce qui dénote une réelle prise de conscience quant aux questions environnementales en Algérie.

Y. D.

## MINES

## Appel d'offres pour l'adjudication de 25 sites miniers

L'Agence nationale des activités minières (Anam) a lancé un appel d'offres national et international pour l'adjudication de 25 sites miniers en vue de leur exploration. Il s'agit de 8 sites de calcaire destinés à la production de granulats et sables concassés, de 8 sites d'argile pour produits rouges, de 4 sites de sable pour construction, de 2 sites de granite pour la production de pierres décoratives ornementales, de 2 sites de sel pour l'industrie alimentaire et d'un site de tuf pour les travaux publics, précise cet appel d'offres publié hier par voie de presse. Ces sites, répartis à travers 8 wilayas, s'étalent sur des superficies allant de 2 hectares jusqu'à 1 395 hectares. Il s'agit des wilayas de Tébessa (6 sites), d'Adrar (5), de Batna (4), d'Illizi (3), de Ghardaïa (2), d'El Oued (2), de Tamanrasset (2) et de Chlef (1).

Pour rappel, le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdesselam Bouchouareb, a affirmé à plusieurs reprises que le secteur des mines connaîtra dès 2016 une grande dynamique à travers le lancement de plusieurs projets visant la création d'une véritable industrie minière pour contribuer à la réduction des importations dans ce domaine. Selon lui, le secteur des mines génère actuellement une faible plus-value et se caractérise par un manque de moyens humains et matériels, une insuffisance de compétences dans les domaines de la recherche et de l'exploitation minières, un effort insuffisant des entreprises minières dans le financement de la recherche géologique et minière ainsi qu'un management globalement inefficace des entreprises publiques minières. Sur le plan de l'action, une grande étude exploratoire pour mettre à jour les indices des minerais dans le sud du pays a été lancée avec l'assistance d'une expertise internationale, qui devra permettre de connaître le véritable potentiel minier pour affiner les axes de valorisation. Il s'agira de valoriser toutes les ressources naturelles du pays autant pour les besoins de l'industrie nationale que pour l'exportation, avait avancé le ministre qui a soutenu que l'exportation à l'état brut des minerais doit cesser. C'est dans ce sens que le gouvernement va réviser prochainement la loi sur les mines qui date de 2001 et qui a été révisée en 2014, afin de mieux valoriser les sites miniers à travers le pays, et faciliter leur exploitation via les projets d'investissement.

APS

## DES CENTAINES D'HECTARES ONT PRIS FEU CES DERNIERS JOURS

## Les plans d'aménagement forestier et d'intervention sont-ils performants ?

**Ces dernières 72 heures ont été très critiques pour certaines wilayas côtières et ses habitants : près de 300 hectares de forêt, de plantations et de récoltes ont été dévorés par une soixantaine de feux. Et une trentaine de citoyens se sont présentés aux urgences pour des difficultés et complications respiratoires graves.**

**Naouel Boukir - Alger (Le Soir)** - Jijel, Béjaïa, Tizi-Ouzou et particulièrement Boumerdès sont les wilayas les plus touchées par les immenses feux de forêt subis du 7 au 9 juillet derniers. Et les ravages sont conséquents pour ce qui est des richesses agricoles, que ce soit pour les arbres fruitiers et les oliviers ou les plantations.

Le dispositif de la Protection civile pour la lutte contre les feux de forêt est effectif dès le 1<sup>er</sup> juillet de chaque année. Entre unités territoriales et les 22 colonnes mobiles, le chargé de communication de ce corps nous a déclaré que ce plan se fait en coor-

dination avec la Direction des forêts et que les moyens matériels et humains mobilisés cet été «sont plus importants : 13 000 hommes et 234 engins». Ces colonnes concernent principalement les wilayas côtières et forestières. A savoir, Tlemcen, Tipasa, Mascara, Aïn Defla, Tiaret, Chlef, Bouira, Tizi-Ouzou, Médéa, Skikda, Annaba, Béjaïa et Jijel, entre autres. Questionné sur les raisons de ce choix, notre interlocuteur explique que leurs statistiques ont établi les indices et risques potentiels d'inflammabilité pour chaque région, d'où la priorisation des zones les plus vulnérables. Pour ce qui est de la part des feux volontaires, leur taux est également calculé, a-t-il poursuivi.

Interrogé sur l'origine de la multitude de feux qui se sont succédé ces derniers jours, le colonel affirme que «les enquêtes sont en cours» et que «toutes les informations mettant en cause des feux volontaires ne sont que spéculations». Par ailleurs, la Protection civile n'est pas la seule partie prenante dans ce type de catastrophe puisque la Direction des forêts est le premier intervenant déterminant. En essayant de contacter cette institution pour s'enquérir de leur plan pour cette saison, nous

n'avons pas eu de réponse. Toutefois, le dispositif d'aménagement des forêts que doit sauvegarder celle-ci, pour une gestion efficace des feux et faciliter le travail de la Protection civile, comprend théoriquement l'installation des dispositions suivantes au niveau de chaque forêt : les tranchées pare-feux perpendiculaires au vent, de 6 à 10 mètres de largeur, afin d'éviter que les vents forts transmettent les feux vers d'autres régions ; les pistes forestières en courbe de niveau pour une meilleure circulation des agents de la Protection civile ; et les lignes de crête ou les points de vigilance où des grades forestiers y sont présents 24h/24. Il est également à sa charge de répertorier les points d'eau et sensibiliser l'aviation civile, militaire et les citoyens quant à leur rôle pour le signalement des feux ou la préservation des forêts. Plus concrètement, est-ce ce qu'assure réellement la Direction des forêts actuellement ? Rien ne le prouve ou le dément. Mais une chose est claire, les métiers de la forêt sont visiblement en extinction et font l'objet de négligences ; ce qui retarde et complique fatalement l'intervention de la Protection civile aujourd'hui.

N. B.

## SELON LES CHIFFRES DE L'ONS

Hausse de la production des hydrocarbures au 1<sup>er</sup> semestre 2016

**La production du secteur des hydrocarbures a affiché une hausse de 3,3% au premier trimestre 2016 par rapport au même trimestre 2015, a annoncé, dimanche, l'Office national des statistiques (ONS).**

Cette progression intervient après des baisses consécutives enregistrées en 2015 : -7,1% au 1<sup>er</sup> trimestre (par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2014), -2% au 2<sup>e</sup> trimestre (par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre 2014), -1,4% au 3<sup>e</sup> trimestre et -1,8% au 4<sup>e</sup> trimestre. La production des hydrocarbures a reculé de 3,1% sur l'année 2015 par rapport à l'année 2014. Il est, cependant, constaté que l'évo-

lution remarquable de la production du secteur des hydrocarbures sur les trois premiers mois de 2016 a été notamment tirée par l'activité de liquéfaction de gaz naturel qui a enregistré une croissance de 21,5% comparativement au 1<sup>er</sup> trimestre 2015.

Sur l'année 2015, cette activité a décéléré de 4,5% : -17,7% au 1<sup>er</sup> trimestre 2015 (par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2014), +10,2% au 2<sup>e</sup> trimestre (par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre 2014), -4,3% au 3<sup>e</sup> trimestre et -5,9% au 4<sup>e</sup> trimestre 2015.

Pour l'activité de raffinage de pétrole brut, elle a augmenté de 5% au premier trimestre 2016. Sur l'année 2015, cette activité a baissé de 2,4% : -8,9% au 1<sup>er</sup> trimestre 2015 (par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2014), -6,1% au 2<sup>e</sup> trimestre (par rapport au 2<sup>e</sup> tri-

mestre 2014), +1,5% au 3<sup>e</sup> trimestre et +3,9% au 4<sup>e</sup> trimestre 2015.

Mais à la différence des activités de liquéfaction de gaz naturel et de raffinage de pétrole brut, celle de la production de pétrole brut et de gaz naturel a connu, par contre, une baisse de 0,5% au 1<sup>er</sup> trimestre 2016.

Mais cette baisse est de moindre ampleur par rapport aux trimestres précédents : -4,3% au 1<sup>er</sup> trimestre 2015 (par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2014), -3,7% au 2<sup>e</sup> trimestre 2015 (par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre 2014), -1,5% au 3<sup>e</sup> trimestre 2015 et -2,1% au 4<sup>e</sup> trimestre 2015. Sur l'année 2015, la production de pétrole brut et de gaz naturel a reculé de 2,9% par rapport à 2014.

APS